

Le modèle occidental, un succès qui profite à l'Asie



Kishore Mahbubani

Un vaste bureau-bibliothèque, constellé de photos. Kofi Annan, Bill et Hillary Clinton, Tony Blair... L'ambassadeur Kishore Mahbubani, doyen de l'institut Lee Kuan Yew pour les politiques publiques, est l'un des intellectuels les plus en vue de l'île-Etat de Singapour qu'il représenta aux Nations unies. Son dernier livre, *La Grande Convergence*¹, insiste sur la nécessité d'une coopération entre Est et Ouest. Etonnant de la part d'un universitaire habitué à pointer les fractures et des divergences culturelles et à dénoncer une certaine arrogance occidentale. Entretien explicatif avec Richard Werly, envoyé spécial du *Temps* à Singapour.

Le Temps: La crise économique qui frappe l'Europe amène le Vieux Continent et ses jeunes générations à se tourner de plus en plus vers l'Asie. Singapour est perçue comme la future plaque tournante financière de la région. La partie est-elle gagnée pour les puissances émergentes d'Extrême-Orient?
Kishore Mahbubani: Je n'irai pas aussi vite. La réputation d'une place financière, pour parler de cela, prend des années, voire des décennies. Je ne crois pas que Singapour soit encore en mesure, aujourd'hui, de rivaliser avec

Genève ou Zurich. Soyez rassurés, l'argent va encore demeurer dans vos coffres. Il faut toujours garder en tête le facteur «temps». L'autout de l'Asie est d'être une formidable machine à créer de la richesse. Les milliardaires de demain viendront, pour la plupart, de cette partie du monde et l'intérêt de Singapour est de les accompagner. Plus les grandes fortunes de cette région placeront leur argent ici, plus elles prendront garde à préserver Singapour et à faire prospérer son économie.

– Cette richesse asiatique va tout faire basculer?

– Il faut avoir en tête les chiffres, et ils sont colossaux. Les pays émergents d'Asie, comme Singapour, ont bien compris qu'une taxation directe exagérée du capital ne mène nulle part. L'Asie encourage ses riches à devenir plus riches, et un pays comme Singapour a eu raison de mettre l'accent sur les taxes indirectes, comme par exemple les taxes sur les voitures. Je dis cela pour bien montrer l'ampleur du fossé et pour illustrer mon propos sur la grande convergence: l'Europe peut-elle continuer à défendre un modèle qui ne fonctionne pas car il fait fuir la richesse, et donc la créativité? Je pose la question. Paris, Rome, les grandes villes européennes ne sont-elles pas, déjà, des métropoles du passé? Mettez-vous dans la peau d'un jeune entrepreneur ou d'un jeune inventeur: Shanghai ou Singapour sont, je crois, beaucoup plus excitantes. Il pourra y faire tout ce qu'il ne pourra pas faire en Eu-

rope. C'est la réalité de la convergence globale. Vous pouvez, à partir d'un certain niveau d'éducation, vous déplacer où vous voulez, et profiter d'une vie tout aussi agréable.

– Les choix de vie ne sont quand même pas tous guidés par l'acquisition de richesse ou par les opportunités professionnelles...

– Soit, mais les chiffres parlent d'eux-mêmes. Je citerai seulement une statistique. Aujourd'hui, 500 millions de personnes en Asie orientale appartiennent à la classe moyenne. En 2020, c'est-à-dire dans sept ans – donc demain –, ce nombre va atteindre 1,7 milliard. Ce n'est pas une progression. C'est une explosion qui aura d'énormes conséquences. Pouvez-vous imaginer ce que sera l'Asie peuplée de classes moyennes? Cette partie du monde va constituer un formidable aimant pour les talents internationaux en tout genre. J'en reviens à l'Europe: qu'ils le veuillent ou non, les pays européens devront redevenir attractifs, et cela passe aussi par une fiscalité plus accommodante pour les créateurs d'entreprises et les personnes fortunées. Regardez où partent les jeunes Portugais. En Angola, une ancienne colonie!

– La convergence que vous soulignez peut aussi être vue différemment. L'Asie des classes moyennes ne va-t-elle pas peu à peu épouser le modèle européen, cette «économie sociale de marché»?

– Je ne le crois pas. En Asie, le défi principal est la bonne gouvernance, pas le niveau de redistri-

bution. Les pays de la région ont besoin d'institutions stables pour que la croissance économique perdure. Cette partie du monde ne croit pas à la redistribution sans croissance. Je suis persuadé que dans les années à venir, les Etats asiatiques vont faire plus d'efforts sur le plan social, en matière d'éducation, de logement, de santé, mais cette redistribution se fera grâce à la croissance. Singapour est un bon exemple. Nous subventionnons l'accès à la propriété dans les logements sociaux. Notre système de santé nous coûte 4% de notre PNB contre 18% aux Etats-Unis, et les résultats sont beaucoup plus probants ici. L'Asie raisonne en termes de résultats. L'Europe et les Etats-Unis ont beaucoup à apprendre de notre développement économique.

– A vous entendre, cette grande convergence mondiale est donc à l'avantage de l'Asie...

– Pas sûr, car il nous reste à produire de la confiance. La confiance est la condition de la convergence. On se déplace pour se lancer dans une aventure à l'autre bout du monde car l'on y croit, et l'on s'y sent en sécurité. C'est le grand défi que Singapour, à sa manière, a réussi à remporter. Ici, comme à Hongkong, la grande convergence joue à plein. C'est déjà très différent à Djakarta en Indonésie, sans parler des mégapoles chinoises. Rien ne converge lorsque vous restez deux heures coincé dans un taxi entre l'aéroport et le centre-ville. La convergence bute sur la réalité.

– Vous avez longtemps fait l'éloge des «valeurs asiatiques». Vous affirmez maintenant que les sociétés développées se ressemblent de plus en plus. Vous vous étiez donc trompé?

– Il faut faire une différence entre les valeurs et le modèle. L'ironie de notre époque est que le modèle occidental est un succès! Une des raisons pour lesquelles la paix prévaut aujourd'hui dans notre partie du monde est l'augmentation considérable du nombre de jeunes diplômés... dans les universités européennes ou américaines. Ces jeunes en reviennent «gagnant-gagnant». C'est cela que je trouve étrange: le modèle occidental ne s'est jamais aussi bien porté en Asie et l'Europe, comme les Etats-Unis, ne le célèbre pas. Pourquoi? Parce que l'Occident, je le crains, n'est pas prêt à partager. Je pense à la gouvernance mondiale, aux Nations unies. Il est absurde de continuer à confier les rênes du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale à un Européen et à un Américain alors que la richesse se crée en Asie à la vitesse de la lumière. L'Occident n'a pas encore appris à partager. Et, ce faisant, il mine ses propres intérêts.

– Expliquez-moi...

– J'ai pris l'exemple des institutions financières internationales. Je pourrai aussi parler des agissements des Etats-Unis en matière de droit international. Tous les dangereux précédents créés, par exemple, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme seront

demain exploités par la Chine! Vous ne voulez pas un autre Guantanamo? Alors fermez celui qui existe. Vous ne voulez pas que la Chine, demain, fouille dans les comptes bancaires de ses ressortissants? Alors cessez de promouvoir un accord – Fatca – qui permet aux Etats Unis d'imposer leur bon vouloir aux banques du monde entier. La convergence a besoin de nouvelles règles globales. L'Occident ferait mieux de s'y atteler.

Propos recueillis par Richard Werly, Singapour
Doyen de l'institut Lee Kuan Yew (Singapour) pour les politiques publiques. Il est l'auteur de «The Great Convergence: Asia, the West, and the Logic of One World», Public Affairs publishing, 2013

Le risque présenté par les centrales nucléaires est trop élevé en Suisse



Dieter Majer

Dans de nombreux pays, une nouvelle attitude critique à l'égard de l'usage de l'énergie nucléaire a émergé à la suite des accidents nucléaires majeurs de Three Mile Island (USA, 1979), de Tchernobyl (Ukraine, 1986) et de Fukushima (Japon, 2011). Des programmes de développement de la filière nucléaire ont été enterrés, notamment en Suisse. La question qui demeure aujourd'hui est de savoir combien de temps faut-il encore prolonger l'activité de centrales nucléaires déjà vétustes?

Durant la période où j'officialisais en tant que président de la délégation allemande de la Commission germano-suisse pour la sécurité des installations nucléaires, mais aussi durant les nombreuses années où j'ai pu observer l'activité de l'autorité suisse de surveillance du nucléaire, je n'ai pas toujours compris l'évaluation des risques pratiquée par les Suisses.

Du fait de leur conception et des lois inhérentes aux systèmes physiques, les centrales nucléaires représentent un danger potentiel énorme. Il faut ajouter à cela que les centrales nucléaires suisses font partie des plus âgées d'Europe et qu'elles ne correspondent pas aux standards techniques actuels, présentant ainsi différents défauts de sécurité.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, le risque d'une attaque terroriste menée depuis le ciel est apparu comme une évidence.

En Suisse, ce risque a été nié en se basant sur la faible probabilité d'un tel attentat. Cette situation est attribuable au fait qu'en Suisse, la sécurité n'est pas toujours le critère décisif lorsqu'il s'agit du rééquipement d'une centrale. Bien souvent, c'est la faisabilité technique qui prime. Ainsi, ce n'est pas l'état actuel de la science et de la technologie qui sert de référence, mais plutôt les techniques qu'il est possible de mettre en œuvre sur des structures existantes. Pour cette raison, des mesures qui devraient être réalisées pour des questions de sécurité sont abandonnées car elles sont difficiles à réaliser d'un point de vue technique. Cette approche n'est pas satisfaisante en termes de prévention des risques.

Je n'ai pas toujours compris l'évaluation des risques pratiquée par les autorités suisses de surveillance

Les deux réacteurs à eau pressurisée de la centrale de Beznau ont été développés et construits dans les années 1960. Depuis, la conception de ce type de réacteurs s'est considérablement perfectionnée. Si des améliorations importantes ont bel et bien été réalisées en Suisse, certaines lacunes n'ont pas été compensées en raison de contraintes spatiales et structurelles. L'épaisseur des enceintes de confinement de ces réacteurs constitue une faiblesse importante, car on estime qu'elles ne résisteraient pas à un crash d'avion. Un tel événement entraînerait la fuite d'une grande quantité de matières radioactives dans

l'environnement. La centrale de Beznau est aussi particulièrement exposée aux accidents. Pour toutes ces raisons, la centrale allemande d'Obrigheim, qui est de conception similaire, a été mise à l'arrêt en mai 2005 déjà, et ce malgré la demande de prolongation de la durée d'exploitation déposée par son exploitant.

Pour des raisons conceptuelles, la prolongation de l'activité du réacteur à eau bouillante de la centrale de Mühleberg est plus que contestable. Conçu de manière très similaire aux réacteurs accidentés de Fukushima, il présente des insuffisances significatives pour la sécurité et est particulièrement enclin aux fissures. Le réacteur de Würgassen, en Allemagne, très similaire à celui de Mühleberg, a été arrêté en 1997 déjà. Située en aval d'un barrage et de sa retenue d'eau, la centrale de Mühleberg est aussi très exposée aux dangers d'une inondation. Les autres deux installations nucléaires du pays présentent aussi des défauts de conception liés à leur année de construction, défauts qui n'ont jamais été corrigés.

Le vieillissement des équipements est très problématique dans les centrales les plus anciennes. Par vieillissement, on entend la modification des propriétés au cours du temps. Ainsi, que ce soit les bâtiments, les systèmes de sécurité, les équipements électriques, ou même les méthodes de travail, tous les éléments constitutifs d'une centrale nucléaire sont sujets au vieillissement. Bien souvent, ses effets ne deviennent visibles que lorsque surviennent des dommages, car ces mécanismes s'opèrent dans des microstructures et ne sont souvent pas détectables. Cela peut devenir particulièrement dangereux lorsque les effets du vieillissement n'appa-

raissent qu'en raison d'un incident, les systèmes de sécurité prévus pour le maîtriser n'ayant pas fonctionné. L'état réel d'un composant ne devient clair qu'avec l'apparition de problèmes. Et comme un incident ne peut pas être simulé de manière fiable, il est de fait impossible de démontrer qu'une centrale nucléaire est sûre, même si les exploitants aiment à déclarer que c'est le cas. Le risque d'une défaillance, liée au vieillissement, de composants importants d'un point de vue de la sécurité grandit chaque année en Suisse, où trois des cinq réacteurs ont déjà dépassé les quarante années de fonctionnement.

Il faut en conclure que le monde politique et la population ne devraient plus tolérer le danger que représentent les centrales nucléaires suisses. Dès lors, une sortie rapide du nucléaire s'impose, en Suisse aussi.

Dieter Majer était jusqu'en 2011 le directeur du Département de sécurité nucléaire au sein du Ministère de l'environnement allemand. Il a pris part aux procédures de mise à l'arrêt de nombreuses centrales nucléaires. Il a été le président de la délégation allemande de la Commission germano-suisse pour la sécurité des installations nucléaires

Vous et nous

Vous écrivez



Neuchâtel et ses hôpitaux

Yves Groebli, ancien chirurgien-chef de l'HNE, Neuchâtel

La population neuchâteloise est lasse des histoires hospitalières. Elle ne comprend que partiellement les décisions de ses élus et s'inquiète de l'avenir sanitaire de son canton. Suivant la proposition de l'ancienne conseillère d'Etat, après «l'analyse» de multiples audits ayant coûté près de 5 millions de francs, le Grand Conseil a accepté en fin de législature d'éclater les soins aigus, la chirurgie lourde en particulier, donnant satisfaction aux régionalistes inquiets, mais souffrant à long terme d'une myopie affligeante.

Créer un centre multisite de soins lourds est un anachronisme médical, économique et financier. Sa réalisation demandera dix ans de travaux, engendrera jusqu'à 130 millions de francs et coûtera 30 à 40 millions par an à la collectivité par la persistance, entre autres, de doublons. Ainsi, en 2025, près d'un demi-milliard aura été vilipendé pour un outil qui ne trouvera plus de relève médicale et qui appartiendra à la muséologie hospitalière romande. Assurer la surveillance et une couverture chirurgicales personnalisées d'un opéré en passant plus de temps sur les routes qu'au lit du patient n'est guère rentable, mais surtout dangereux. Fractionner les blocs opératoires en isolant les spécialités et en limitant les contacts et l'aide préopératoires entre confrères est une aberration.

Ce type d'expérience multisite a du reste déjà été fait depuis plus de vingt ans, sur la Riviera vaudoise en particulier. C'est un échec qui sera corrigé par l'édification d'un centre intercantonal de soins dans le Chablais, à Rennaz. La majorité des cantons visent à réunir sur un site unique leurs soins lourds et aigus pour diminuer les frais de gestion et améliorer l'efficacité des soins. Fribourg en est un exemple flagrant.

La chirurgie lourde des «barons» locaux est morte! La médecine très spécialisée, justifiée non seulement par l'amélioration des résultats obtenus grâce à l'augmentation des cas traités, mais aussi par la raison économique, réunira dans des centres universitaires les patients souffrant d'une pathologie complexe et spécifique qui pourront être alors traités par une équipe de spécialistes à disposition 24 heures sur 24. [...]

Le référendum qui vient d'être lancé et va sans doute aboutir n'est pas un cadeau empoisonné. Son but n'est pas d'attiser une fois de plus les rancœurs locales, mais de donner la parole au peuple afin qu'il se détermine en toute connaissance sur les orientations politiques prises et leurs conséquences médicales et financières à moyen terme. [...]